



**ARRÊTÉ DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES**  
**prescrivant l'établissement de plans de prévention et de gestion de crise**  
**applicables à la société S.A.S.U ATEMAX FRANCE, exploitant une installation de**  
**collecte de cadavres sur la commune de CLÉCY**

**LE PRÉFET,**

- VU** le règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil ;
- VU** le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;
- VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L.511-1 et R.181-45 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 février 2003 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2731 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 juin 1999 autorisant M. Laurent BEAUMONT, président directeur général de la SA CAILLAUD dont le siège social est situé à SAINT-LANGIS-LÈS-MORTAGNE (61), à exploiter un établissement de dépôt de cadavres, d'os et de peaux, situé au lieu-dit « Bellevue » à CLÉCY (14570) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mars 2008 actualisant l'autorisation relative aux établissements CAILLAUD situés au lieu-dit « Bellevue » à CLÉCY (14570), en regard du bilan de fonctionnement ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à la visite du 27 août 2024 dans l'établissement de la société S.A.S.U ATEMAX FRANCE située à CLÉCY, transmis à l'exploitant de l'installation, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement constant les défaillances de la société S.A.S.U ATEMAX FRANCE ;
- VU** l'arrêté du 17 septembre 2024 portant mise en demeure et prise de mesures d'urgence de l'établissement ATEMAX sis « Bellevue » à CLÉCY (14570) ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement concernant la proposition de prescriptions complémentaires visant à un renforcement des dispositions préfectorales relatives à la mise en œuvre d'un plan de prévention et de gestion des conditions d'exploitation en cas de crises du 20 janvier 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que la défaillance de la société S.A.S.U ATEMAX FRANCE conduit à autoriser par arrêté préfectoral du 12 février 2021 à traiter les sous-produits animaux sis « route d'Alençon » à SAINT-LANGIS-LES-MORTAGNE (61400) dans la gestion des sous-produits animaux à l'été 2024 a généré une saturation des centres de collecte de Normandie, de la Sarthe et du Loir-et-Cher ayant engendré une dégradation importante des cadavres et sous-produits animaux, un temps de stockage beaucoup plus important que celui autorisé (24 heures), des nuisances olfactives notables ainsi que des risques sanitaires et environnementaux significatifs ;

**CONSIDÉRANT** que la défaillance de la société S.A.S.U ATEMAX FRANCE a généré un retard de collecte des cadavres d'animaux significatif sur les zones de collecte d'Île-et-Vilaine, de la Mayenne, de la Sarthe, du Loir et cher, de l'Orne, de la Manche, du Calvados, de la Seine-Maritime et de l'Eure ayant engendré des nuisances et des risques sanitaires et environnementaux significatifs ;

**CONSIDÉRANT** que la situation de non-conformité a débuté le 8 août 2024 et a cessé le 23 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la société S.A.S.U ATEMAX FRANCE précise que la survenue d'une crise sanitaire (Fièvre catarrhale ovine) et les chaleurs du mois d'août entraînant une surmortalité ont participé significativement à la situation de crise ;

**CONSIDÉRANT** le manque de préparation, d'adaptation et de gestion organisationnelles face à ce type de crise ;

**CONSIDÉRANT** que le réchauffement climatique et/ou la survenue de crise sanitaire en élevage notamment pourraient augmenter la fréquence de telles situations de surmortalité ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévenir toute autre crise similaire en imposant a minima l'élaboration d'un document de planification définissant les stratégies de gestion de ces crises ;

**CONSIDÉRANT** que ces protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence peuvent prévenir ou atténuer les incidences environnementales et sanitaires défavorables des situations d'urgence ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées et le projet d'arrêté préfectoral ont été communiqués au demandeur, le 22 janvier 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a été informé que des prescriptions particulières complétant et renforçant les prescriptions générales fixées par la Ministre chargé des installations classées et préfectorales étaient requises ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a pu présenter ses observations dans un délai de quinze jours après la réception de ce rapport et du projet d'arrêté, conformément aux dispositions du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas formulé d'observation sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur le projet peut ne pas être sollicité ;

**Sur proposition** du Secrétaire général ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la société S.A.S.U ATEMAX FRANCE dont le siège social est situé « 34 Bd d'Estienne d'Orves » au MANS (72100) pour les installations et les annexes qu'elle exploite dans le cadre de ses activités de collecte et de dépôt de sous-produits d'origine animale sises « Bellevue » sur la commune de CLÉCY.

### **ARTICLE 2 : Compléments apportés aux actes antérieurs**

Sont ajoutées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mars 2008 les dispositions ci-après :

### **PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION AUTRES QUE NORMALES OU CRISES**

#### **ARTICLE 2.1 : Plan de gestion**

La société S.A.S.U ATEMAX FRANCE, transmet au Préfet dans les 4 mois suivants la notification du présent arrêté, un plan de gestion des crises fondé sur les risques de survenue de défaillance d'équipements industriels, de modes de fonctionnement dégradé, de conditions climatiques exceptionnelles et de crises sanitaires en élevage.

Ce plan de gestion doit permettre :

- d'identifier des potentiels opérations de traitement non optimales ou non conformes (OTNOC), leurs causes premières et leurs conséquences potentielles ;
- de prévenir et/ou atténuer les incidences sanitaires et environnementales défavorables des situations de crise ;
- de mettre en œuvre des protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence.

Ce plan doit permettre de se préparer, de réagir, de gérer et de résoudre les situations d'urgence identifiées susceptibles d'engendrer un dysfonctionnement de la filière de collecte et de traitement des cadavres d'animaux ainsi que des nuisances sanitaires et environnementales.

Les nuisances, les conséquences et les risques (combinant la vulnérabilité, l'intensité et la probabilité) de ces scénarios sont évalués.

Ce plan doit notamment :

- selon les scénarios de crise, définir les indicateurs d'alerte, les moyens de surveillance, les moyens d'information, les moyens humains et matériels nécessaires à une maîtrise du risque ;
- prévoir des moyens de gestion des sous-produits animaux in situ (stockage et conditions de stockage) et un plan de résorption progressive des dépôts accumulés. Cela comprend la justification de la sous-traitance par la présentation d'une convention ou d'un contrat encadrant les conditions d'acceptation. Ces conventions/contrats précisent les flux admissibles, les délais préalables avant démarrage des opérations, les moyens humains et matériels nécessaires ainsi que les emprises des éventuelles opérations intermédiaires entre le stockage et le traitement final ;
- proposer un outil de connaissance de l'état quotidien de l'ensemble des stocks in situ (quantitatif et qualitatif) et des capacités de stockage disponibles, de la disponibilité des moyens de collecte et de l'état des collectes, des moyens humains disponibles et des moyens matériels (camions, chaux, réactifs...) ;
- définir un outil de suivi quotidien de l'impact environnemental et sanitaire (odeur, rejets, risques d'arrêt de collecte) et prévoir des mesures correctives ;
- proposer un protocole de gestion des sous-produits animaux dégradés permettant d'assurer leur traitement à tout moment et quel que soit leur niveau de dégradation et le cas échéant,

leur évacuation vers un centre de traitement ainsi que les conditions de remises en fonctionnement des espaces et du matériel ayant été utilisés pour gérer une situation anormale ;

- définir la représentation de l'exploitant à la cellule de crise organisée par le Préfet.

#### **ARTICLE 2.2 : Conditions d'approbation du plan de prévention et de gestion des crises**

Le Préfet dispose d'un délai de deux mois pour formuler les remarques, demandes de corrections ou de compléments. Passé ce délai des deux mois, le plan est réputé validé.

Les remarques, demandes de correction et compléments évoqués au premier alinéa sont intégrés dans le plan par l'exploitant dans un délai qui n'excède pas deux mois. À défaut d'une réponse probante apportée par l'exploitant dans ce délai, le plan est réputé non transmis.

Le Préfet ou l'exploitant peuvent à leur initiative présenter ce plan à toute réunion publique ou instance de concertation ou de surveillance existante, le cas échéant les remarques formulées lors de ces réunions sont intégrées dans le plan sur demande de M. le Préfet. Le plan est mis en œuvre en cas de crise dès la transmission de la version finale du document.

#### **ARTICLE 2.3 : Conditions de mise en œuvre du plan de prévention et de gestion des crises**

L'exploitant déclare au préfet dans les 24 heures tout début de crise identifiée dans le cadre de ce plan. Un rapport est transmis au plus tard 15 jours, ou après accord du préfet, au plus tard 30 jours après la survenue de l'accident

L'exploitant transmet au préfet quotidiennement les éléments de suivi et l'avancement de son plan d'action détaillé prévu dans le cadre du scénario concerné.

En tant que de besoin il peut être amené à participer et contribuer par toute information utile à une éventuelle réunion de crise organisée par le préfet.

#### **ARTICLE 2.4 : Mise à jour du plan de prévention et de gestion des crises**

Le plan est mis à jour a minima tous les cinq ans ou au plus tard dans les 6 mois suivant une crise majeure connue par la filière française de l'équarrissage. Ce document modifié est transmis au préfet pour approbation dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 2 ci-avant.

Les conventions/contrats liant l'exploitant aux éventuels sous-traitants mentionnés au second tiret du cinquième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> ci-avant sont actualisés à leurs échéances respectives et le cas échéant prennent en compte les évolutions constatées lors des mises à jour de ce plan définies au premier paragraphe du présent article.

#### **ARTICLE 3 : Mesures de publicité**

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Calvados pendant une durée minimale de quatre mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de CLÉCY pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Calvados.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CLÉCY et peut y être consultée.

#### **ARTICLE 4 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de CAEN, juridiction administrative territorialement compétente par :

1. les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
2. les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup>.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

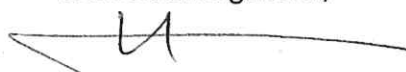
#### **ARTICLE 5 : Exécution**

L'exploitant doit toujours être en possession de l'arrêté d'autorisation et être en mesure de le présenter à toute réquisition.

Le Secrétaire général et le Directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par les soins du Directeur départemental de la protection des populations du Calvados.

Fait à CAEN, le **10 MARS 2026**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

  
Stéphane SINAGOGA

Copie adressée à :  
– M. le Maire de CLÉCY

